

88. Le pourcentage de voix détenues au sein du FMI est fonction des quotes-parts de chacun. Ainsi, le Canada détient 2,89 p. 100 des voix au FMI mais, comme il représente d'autres membres, il en détient en réalité 3,69 p. 100³⁶.

89. Le 31 juin 1992, la souscription du Canada à la BIRD s'élevait à 4 864 millions de dollars US, dont 318,7 millions étaient versés en espèces et 4,545 millions étaient sous forme de capital exigible³⁷. La contribution cumulative totale du Canada à l'IDA a atteint 3 491,3 millions de dollars US à la fin de l'exercice se terminant le 30 juin 1992. Elle ne comprend pas le dixième renflouement du Fonds de l'IDA, qui représente un apport de 829 millions de dollars canadiens réparti sur trois ans. Le Canada détient 3,12 p. 100 des voix à la BIRD mais, comme il représente d'autres membres, il exerce 4,61 p. 100 des droits de vote. De la même façon, au sein de l'IDA, le Canada exerce 3,14 p. 100 des droits de vote à lui seul, mais il détient 4,26 p. 100 des voix lorsqu'on y ajoute les droits de vote des autres pays qu'il représente³⁸.

90. La part canadienne de la BERD s'établit à 3,4 p. 100 du capital total. Le montant qui sera payé au cours de la première période de cinq ans équivaut à 127,5 million \$ US, tandis que le capital exigible s'élève à 297 millions \$ US. (2:31)

4. L'avenir : de nouvelles exigences

91. Le contexte mondial évolue rapidement, faisant surgir des défis et des possibilités pour les responsables des politiques à travers le monde. Dans cette nouvelle ère de mondialisation, les décisions prises dans une région du monde influent sur le commerce, les migrations, les mouvements de capitaux, la technologie et la circulation de l'information dans d'autres régions³⁹. On constate, outre cette interdépendance, plus d'instabilité et de remous, comme en font foi les importantes variations des taux d'intérêt, des taux de change, des modalités de commerce et d'autres facteurs.

92. Bien que le G-7 soit devenu une tribune importante pour coordonner la politique économique mondiale, le FMI et la Banque mondiale demeurent utiles. Ainsi, il importe de noter qu'après l'effondrement du système des taux de change fixes établi dans les Accords de Bretton Woods, il y a 20 ans, de nombreux analystes prédisaient la fin du FMI. Bien sûr, les événements les ont contredits, puisque tant le FMI que la Banque mondiale ont vu leur rôle s'accroître en comparaison des autres institutions économiques, comme les organismes des Nations Unies.

93. Étant donné les perturbations de plus en plus grandes auxquelles est soumis le système économique mondial, la demande de prêts du FMI à court et à moyen terme se maintient. Lorsque les difficultés sont temporaires, cette injection de fonds peut permettre aux pays d'éviter des mesures d'austérité pénibles. Par contre, lorsque les problèmes sont d'ordre structurel, les prêts d'ajustement du FMI fournissent du financement à moyen terme qui permet de mettre en oeuvre les réformes économiques requises. Aussi longtemps que des pays continueront d'éprouver des difficultés à financer une large dette extérieure, l'ajustement continuera d'être une priorité. Le problème de la dette internationale, cependant, suscite des

³⁶ IFM Survey, Washington (D.C.) : *International Monetary Fund*, 30 novembre 1992, p. 367.

³⁷ La Banque mondiale, *Rapport annuel 1992*, p. 207.

³⁸ La Banque mondiale, *Rapport annuel 1992*.

³⁹ Cette partie est une version adaptée du témoignage du professeur Gerald Helleiner devant le Sous-comité des institutions financières internationales. Voir Canada, Chambre des communes, Comité permanent des finances, *Procès-verbaux et témoignages*, 3^e session, 34^e législature, 4 février 1993.